

WEI

PALOMAR

Avec le concours d'Hubert Védrine Conseil

Mutation du rapport au risque dans l'opinion, une nouvelle donne pour la décision stratégique

NOTRE CONSTAT

Les acteurs publics, décideurs politiques, élus, les scientifiques ou les industriels se heurtent fréquemment, dans leurs démarches d'innovation, à la résistance de l'opinion publique. Les exemples sont nombreux, des nanotechnologies aux gaz de schistes en passant par les OGM - sans oublier les « réformes » en général - qui démontrent la difficulté à convaincre par un discours rationnel ou à rassurer des opinions publiques sur la défensive et angoissées par de multiples dangers, réels ou supposés.

Parce que l'opinion est surtout sensible à des informations alarmistes sur des menaces multiformes, ses craintes peuvent être facilement utilisées et instrumentalisées. Avec pour résultat un attachement fétiche au principe de précaution, le développement de fortes contraintes sur les politiques publiques et des résistances à l'innovation et au développement économique.

Cette situation tient selon nous à la dégradation du rapport au danger de l'opinion publique, qui ne l'appréhende plus selon la notion de « risque », qualifiable de façon scientifique et rationnelle, mais selon celle de « menace », où le danger est incalculable et omniprésent. Renforcée par la dégradation de la confiance envers toutes les institutions (liée à des doutes sur la capacité de maîtrise des éléments scientifiques et / ou naturels ou au soupçon sur de possibles conflits d'intérêts, et à l'affaiblissement de la confiance dans le progrès), cette évolution se traduit par une récusation par principe des approches scientifiques probabilistes des risques et favorise les comportements irrationnels associés à l'idée de menace.

Comment sortir de ce dialogue de sourds entre décideurs et opinion ? Comment renouveler les formes du débat public, dont l'organisation formelle n'est souvent aujourd'hui que la mise en scène de ce dialogue de sourds ?

Devant une menace par définition impossible à calculer exactement, l'analyse des relations internationales se porte en priorité sur les données objectives, les intérêts, les forces en présence. Cette démarche objective peut-elle être transposée aux champs scientifiques et industriels ?

C'est l'une des hypothèses que notre étude se propose de traiter, son ambition étant de façon plus générale :

- de comprendre les mécanismes psychologiques et mentaux sur lesquels se fondent les perceptions des « risques » ;
- d'analyser comment s'est développé, ou non, un nouveau rapport au danger et à la « menace » ;
- de définir les ressorts des processus d'adhésion, ou d'hostilité selon les groupes sociaux concernés, et les discours utilisés ;
- d'identifier à quelles conditions les argumentaires d'innovation pourraient redevenir convaincants ;
- de réfléchir aux voies et moyens permettant de sortir l'organisation de débats publics formels de la stérilité à laquelle ils sont souvent condamnés.

LES CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉTUDE

L'étude comportera une partie générale destinée à mettre en évidence les mécanismes profonds à l'œuvre, et des parties spécifiques sur tel ou tel risque / secteur industriel / champ d'innovation, visant à trouver des clés pour répondre mieux aux attentes de l'opinion.

Le tronc commun envisagera cinq thèmes qui dominent aujourd'hui les perceptions inquiètes : géopolitique, finance, alimentation, santé, environnement, selon les modalités suivantes de mise en œuvre :

- analyse de la littérature et entretiens d'experts ;
- conduite d'une cinquantaine d'entretiens approfondis de 12 catégories (3 de classes, d'âge, avec répartition hommes – femmes) ;
- réalisation d'une étude quantitative ;
- analyse et synthèse.

Les parties spécifiques permettraient d'étudier les conditions et modalités pour gagner en crédibilité et en capacité de conviction sur des sujets précis tels que : gaz de schistes, nanotechnologies, nucléaire, gestion des déchets, épidémies sanitaires, OGM, risque alimentaire, etc. Leur mise en œuvre reposerait sur un dispositif comparable au tronc commun, avec une vingtaine d'entretiens et une étude quantitative en option.

LES PILOTES DE L'ÉTUDE

Hubert Védrine : Secrétaire général de l'Elysée (1991-1995) et Ministre des Affaires étrangères (1997-2002), créateur en 2003 d'Hubert Védrine Conseil.

Dernier ouvrage paru : *Dans la mêlée mondiale, 2009-2012*. Fayard.

Alain Mergier : Alain Mergier est sociologue et sémiologue. Il dirige l'Institut WEI, cabinet d'étude spécialisé dans l'analyse des processus d'opinion pour de grandes entreprises et organisations (RATP, SNCF, France Telecom, APEC, Assurance Maladie, Mutualité française, etc.). Il est également chargé de l'Observatoire de la Confiance chez les jeunes (La Poste/Groupe Bayard).

Il a notamment publié :

- *Le jour où la France a dit non*. Comprendre le rejet de la constitution européenne. Collectif. Plon éditeur. Fondation Jean Jaurès 2005.
- *Le descendeur social*, avec Philippe Guibert. Plon éditeur. Fondation Jean Jaurès 2006.
- *Le point de rupture*, avec Jérôme Fourquet. Fondation Jean Jaurès 2011.
- *Plaidoyer pour une gauche populaire*. La gauche face à ses électeurs. Collectif. Le bord de l'eau éditeur 2011.
- *La minorité silencieuse*. Etude sur le vote des retraités, avec Philippe Guibert. Fondation Jean Jaurès 2012.

Grégoire Biasini : Grégoire Biasini a fondé Palomar en 2004, agence de conseil en stratégie d'argumentation spécialisée en gestion de crise, développement durable, affaires publiques. Il enseigne la communication de crise (Sciences-Po 2004-2008 ; HEC depuis 2011).

Contacts

Alain Mergier : mergier.alain@wanadoo.fr

06 74 21 43 87

Grégoire Biasini : gbiasini@palomar.fr

06 61 59 56 49